

LA FORCE DE LA PAIX



Côte d'Ivoire

Volume 3 - N°005

Mai 2011



Journée internationale des Casques bleus • 28 Mai 2011

LA LOI, L'ORDRE ET LA PAIX.



MESSAGE PRONONCÉ À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES CASQUES BLEUS DES NATIONS UNIES

Les tragédies qui ont frappé les Casques bleus des Nations Unies cette année déjà viennent brutalement rappeler les risques qui sont liés à leur mission importante au service de la paix. Alors que nous célébrons la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies, nous rendons hommage aux plus de 120 000 militaires, policiers et civils qui travaillent dans le monde entier sous la bannière bleue et nous nous souvenons de ceux qui ont perdu leur vie pour défendre la cause de la paix.

Ces derniers mois, l'ONU a connu une série de drames qui se sont succédé à un rythme rapide. Au début d'avril, sept membres du personnel ont été assassinés lors d'une attaque contre les locaux des Nations Unies en Afghanistan. Quelques jours plus tard, 32 personnes, dont de nombreux membres du personnel de l'ONU, ont trouvé la mort dans l'accident d'un avion affrété par l'opération de maintien de la paix en République démocratique du Congo. Ces incidents viennent s'ajouter à d'autres qui ont fait de nombreuses victimes dans le monde et succèdent aux événements douloureux de l'année dernière, année durant laquelle 173 Casques bleus ont péri à la suite d'une catastrophe naturelle, d'actes de violence, d'un accident ou d'une maladie, dont plus d'une centaine lors de la seule mais terrible secousse du tremblement de terre survenu en janvier à Haïti.



Ban Ki Moon, Secrétaire Général des Nations Unies © UN/ONUCI

Alors que nous nous souvenons des énormes sacrifices qu'ont consentis nos collègues, nous saluons aussi leurs réalisations. Qu'il s'agisse de l'appui au référendum au Sud-Soudan ou du concours apporté pour régler la crise postélectorale en Côte d'Ivoire, de l'aide à la formation, au renforcement des capacités et au développement institutionnel de la police à Timor-Leste ou des patrouilles effectuées dans les collines du sud du Liban, les Casques bleus des Nations Unies ont représenté l'Organisation pour ce qu'elle fait de mieux, à savoir : rétablir la stabilité, encourager la réconciliation et entretenir l'espoir d'un

avenir meilleur.

Leur déploiement témoigne de notre conviction commune que les peuples qui ont survécu à la guerre ne devraient pas être à nouveau condamnés à traverser une période marquée par l'insécurité, l'injustice et la peur, et que nous ne pourrions instaurer une paix durable que si nous venons à bout de ces fléaux.

Le respect de l'état de droit, qui est le thème de la Journée cette année, joue un rôle essentiel pour assurer le succès des opérations de maintien de la paix. Pour cela, il faut renforcer la confiance dans la police, l'appareil judiciaire et l'administration pénitentiaire. C'est pourquoi l'ONU offre une formation aux policiers pour s'assurer qu'ils n'abuseront jamais de leur pouvoir, veille au bon fonctionnement des tribunaux afin qu'ils servent la justice et œuvre à humaniser les conditions de détention.

En cette Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies, qui est consacrée à l'état de droit, nous remercions les pays qui fournissent des contingents, des policiers et du personnel civil à nos opérations et rendons hommage à ceux qui travaillent au service des Nations Unies avec tant de distinction et de dévouement.

RESOLUTION 1820 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES

Ensemble disons **NON!**
à l'impunité des auteurs d'actes de violences sexuelles



Avançons sur **la route de la paix**

CÔTE D'IVOIRE

Directeur de publication : **Hamadoun Touré**
Rédacteur en Chef : **Malick Faye**
Coordinatrice : **Rosamond Bakari**
Graphiste Designer: **Jean Brice N'doli**
Illustrations : **Serge Assain Aliké**
Crédits photos : **Basile Zoma**

Publié par le Bureau de l'Information publique - www.onuci.org
Copyright © « La Force de la Paix » 2011 • Tous droits réservés



Ensemble pour la PAIX

HOMMAGE AUX CASQUES BLEUS A TRAVERS LA CÔTE D'IVOIRE

La Journée internationale des casques bleus a été célébrée non seulement à Abidjan mais également dans plusieurs autres villes de Côte d'Ivoire, notamment, Zambakro, Daloa, Korhogo, Divo, Bondoukou, Adzopé et San Pedro.

Zambakro que la cérémonie était placée sous le signe de la cohésion sociale et la réconciliation. Outre les défilés militaires et les allocutions, cette manifestation dont le thème était la loi, l'ordre et la paix, a été marquée par un tournoi de football auquel ont participé les équipes de l'ONUCI, de l'Ecole des Forces Armées, de la Garde Républicaine et des jeunes du village de Kami. La compétition a été remportée par l'Ecole des Forces Armées.

Pour le Préfet de la Région des Lacs, André Epkonon, la journée d'hommage aux casques bleus offrait aux populations de Yamoussoukro, une occasion de se retrouver et de sceller la cohésion entre elles.

Evoquant le thème de la commémoration, M. Epkonon a indiqué que la loi, l'ordre et la paix doivent s'imposer à tous pour un meilleur devenir de Côte d'Ivoire.

A Bouaké, la journée hommage a été

marquée par une rencontre de volleyball entre des équipes militaire et civile de l'ONUCI et deux formations sportives composées d'enseignants et d'élèves à l'ancien stade de la ville. Le message du Secrétaire général de l'ONU a été lu par Abdoulaye Sani, Chef de la délégation de l'ONUCI et Officier régional de sécurité du Secteur Est.

Parlant des relations entre les militaires de l'ONUCI et les populations de Bouaké, M. Sani a souligné la bonne intégration des soldats de la paix. **« Au-delà des opérations militaires et policières, nous sommes heureux que les casques bleus puissent, grâce à vous, s'impliquer dans des activités socioculturelles et sportives et des activités de développement »**, a-t-il indiqué

À Divo, La cérémonie d'hommage aux casques bleus a connu deux phases : la première, officielle, s'est déroulée à la place SOCOCE avec le défilé militaire, le passage en revue des troupes et la lecture du message du Secrétaire général des Nations Unies. La seconde, sportive, a eu lieu au stade municipal de Divo avec deux matches de football opposant les Collèges **« Ehoulé James »** et **« le Jour »**, d'une part et les casques bleus marocains et les FRCI, d'autre part. Les

casques bleus et le collège Ehoulé James ont remporté le tournoi.

A Daloa, chants, ballets et sketch sur le foncier rural ont rythmé la manifestation. Trois cents enfants des écoles primaires de la ville ont souhaité un joyeux anniversaire aux casques bleus devant Ousmane Kane, le Coordinateur des bureaux du Secteur Ouest (ROC), qui a lu le message du Secrétaire général.

Les villes de Korhogo, de San Pedro, de Bondoukou et d'Odienné ont, elles aussi, revêtu la couleur bleu des Nations Unies. Elles ont amplifié le message de paix de Ban-ki Moon. Elles ont surtout rappelé, comme toutes les autres villes où la cérémonie d'hommage s'est déroulée, le courage des casques bleus. Elles ont en outre souligné les risques auxquels ces derniers restes confrontés dans l'exercice de leur mandat.

Ici comme dans les autres villes, la journée d'hommage a été une autre occasion pour les populations de mieux connaître les casques bleus et leurs réalités. Des activités sportives ont été organisées pour permettre aux populations de partager avec les soldats de la paix un instant de bonheur avant que ceux-ci ne s'engagent dans d'autres combats pour la paix.

La journée des Casques bleus en images



Casques bleus en herbe © UN/ONUCI



Exposition photo sur le travail des casques bleus © UN/ONUCI



Consultation médicale gratuite © UN/ONUCI



Des joueurs récompensés à l'issue d'un match de football © UN/ONUCI



Photo de famille à Odienné © UN/ONUCI

FRÉQUENCES ONUCI FM



La radio des Nations Unies
en Côte d'Ivoire
LA FRÉQUENCE
DE LA PAIX !

**ABENGOUROU 94.7 • ABIDJAN 96.0 • ADZOPE 96.0 • BANGOLO 91.1 • BONDOUKOU 100.1 •
BOUAKÉ 95.3 • BOUNA 102.8 • BOUNDIALI 90.0 • DABAKALA 93.9 • DALOA 91.4 • DANANÉ 97.6 •
DAOUKRO 94.7 • DUEKOUÉ 91.1 • FERKESSEDOUGOU 104.4 • GUIGLO 93.7 • KORHOGO 95.3 •
MAN 95.3 • ODIENNÉ 101.1 • SAN-PEDRO 106.3 • SEGUELA 101.8 • TABOU 95.3 •
TOULEPLEU 93.7 • YAMOUSSOUKRO 94.4 • ZUENOULA 95.3**

L'ONUCI ET LA CÔTE D'IVOIRE CELEBRENT LA JOURNÉE DES CASQUES BLEUS



Y.J. Choi a présidé avec le Ministre d'Etat Ahoussou Jeannot la journée d'hommage aux Casques bleus © UN/ONUCI

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Côte d'Ivoire, Y.J. Choi, a ouvert 30 mai 2011, au siège de la mission onusienne à Abidjan, une cérémonie officielle marquant la 9ème Journée internationale des Casques bleus consacrée cette année à la loi, l'Etat de droit et la paix.

Lisant le message spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Journée, M Choi a souligné le rôle essentiel du « **respect de l'Etat de droit** », pour assurer le succès des opérations de maintien de la paix. Pour cela, a-t-il indiqué, « **il faut renforcer la confiance dans la police, l'appareil judiciaire et l'administration pénitentiaire** ». C'est pourquoi, a-t-il poursuivi, l'ONU offre des formations aux policiers pour s'assurer qu'ils n'abusent pas de leur pouvoir, veille au bon fonctionnement des tribunaux afin qu'ils servent la justice et œuvre à humaniser les conditions de détention.

Dans son message, le Secrétaire-General a rendu hommage aux 120 000 militaires, policiers et civils travaillant dans le monde entier sous la bannière bleue et il s'est souvenu de ceux qui ont perdu leur vie pour défendre la cause de la paix. Il a cité entre autres, l'attaque contre les locaux des Nations unies en Afghanistan et la mort de nombreux membres de l'ONU dans l'accident d'un avion

affrété par l'opération de maintien de la paix en République démocratique du Congo. Il a également salué les réalisations du personnel des missions de maintien de la paix telles que leur appui au référendum au sud-soudan, le concours apporté pour régler la crise postélectorale en Côte d'Ivoire, l'aide à la formation, au renforcement des capacités et au développement institutionnel de la police de Timor-Leste et les patrouilles effectuées dans les collines du sud du Liban. Les Casques bleus des Nations Unies ont représenté l'Organisation pour ce qu'elle fait de mieux, à savoir rétablir la stabilité, encourager la réconciliation et entretenir l'espoir d'un avenir meilleur, a-t-il dit.

Le Représentant du Gouvernement ivoirien, le Ministre de la Justice et Garde des Sceaux, Ahoussou Jeannot, a, pour sa part, exprimé « **la gratitude et l'infinie reconnaissance de la Côte d'Ivoire à la communauté internationale, à travers notamment l'ONU, dont le soutien précieux et constant a permis de trouver une issue heureuse à la crise ivoirienne, lui évitant ainsi, une guerre civile aux conséquences incalculables** ». Parlant de la reconstruction post-crise, M Ahoussou a indiqué qu'une nouvelle assistance multidimensionnelle s'avère indispensable. A cet égard, il a cité les propos de Ban Ki-moon, faisant référence à la présence de

l'ONU aux côtés de la Côte d'Ivoire, lors de l'investiture du Président Ouattara, le 21 mai à Yamoussoukro.

D'autres temps forts ont marqué cette Journée, notamment la lecture des noms des huit membres du personnel civil, 10 policiers et 55 militaires de l'ONUCI décédés depuis le déploiement de la Mission en avril 2004, suivi d'une minute de silence.

Auparavant le Représentant spécial, accompagné du Ministre Ahoussou, du Commandant de la Force onusienne, le Général Gnakoudé Béréna et du Chef adjoint de la Police, Sylvestre Kibeceri, a passé en revue les troupes et déposé une gerbe de fleurs en mémoire des casques bleus disparus. Le bataillon béninois a exécuté successivement les hymnes de la Côte d'Ivoire et des Nations unies.

La cérémonie a connu une ambiance particulière grâce à un défilé en fanfare du bataillon pakistanais venu spécialement de Bouaké et la prestation de deux groupes artistiques nationaux.

Des chefs traditionnels, des membres du corps diplomatique, d'autres invités et le personnel civil et militaires de l'ONUCI ont participé à cette cérémonie.

Juliette Mandan Amantchi

LE SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES VISITE UN CAMP DE DEPLACES INTERNES



Ban Ki Moon avec de jeunes déplacés © UN/ONUCI



...et recevant un cadeau © UN/ONUCI

« Je suis heureux de vous rencontrer mais aussi très triste, car vous avez été témoins et avez vécu des choses terribles. Mais, je suis de cœur avec vous et je suis ici pour vous manifester ma solidarité et vous redonner l'espoir des perspectives d'une vie normale ». C'est en ces termes que le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est adressé le 22 mai 2011, aux pensionnaires du camp de déplacés internes à Cocody à Abidjan.

Dans son message d'espoir, M. Ban a rassuré les déplacés que l'ONU-CI et les agences du Système des Nations Unies continueraient leur assistance et que des dispositions seraient prises pour que ceux qui se sentent menacés ne soient pas obligés de rentrer prématurément chez eux. **« Je veux que vous sachiez que je suis de tout cœur avec vous. Je suis ici pour vous manifester ma solidarité, vous offrir de l'aide et vous donner l'espoir d'un retour rapide à une vie normale »**, a-t-il indiqué en rappelant que l'ONU aidait déjà des camps de déplacés en fournissant de l'eau, de l'électricité, des abris, des soins, de la nourriture, l'assainissement et autres services essentiels.

Pour le Secrétaire général des Nations Unies, l'arrivée à la magistrature suprême d'un nouveau Prési-

dent, installé par la volonté du peuple ivoirien, annonce un nouveau départ prometteur pour ce pays plein de potentialités qui n'attendent que d'être exploitées. Appelant les déplacés à garder espoir, M. Ban, a rappelé ceci. **« Vous avez l'appui de l'ONU et de la communauté internationale. Nous vous aiderons à établir un pays où la démocratie et les droits de l'homme sont respectés afin que la Côte d'Ivoire redevienne ce qu'elle était. »**

Ce camp de déplacés qui a accueilli au plus fort de la crise postélectorale, 284 pensionnaires, abrite aujourd'hui 159 hommes, femmes et enfants, dormant dans des conditions juste acceptables. Le camp bénéficie du soutien de certaines agences humanitaires, notamment le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM). Ces agences apportent aux déplacés, outre le gîte, des soins médicaux et un soutien alimentaire.

Le Porte-parole des déplacés, Hubert Tonga, s'est réjoui de la visite du Secrétaire général, estimant qu'elle montrait l'intérêt qu'il porte aux personnes déplacées. **« Nous avons subi de nombreux dommages et avons été victimes de pillages, de destructions de domicile, de pertes d'emploi et d'arrêt de toute acti-**

tivité lucrative. Nous souhaiterions bénéficier de projets de réinsertion sociale et de kits d'accompagnement dès notre retour chez nous », a-t-il indiqué.

Pour sa part, le responsable du camp, Gibert Gouentoweu, Président de l'Union des Eglises Evangéliques Services et Œuvres (UEESO), a estimé que la présence du plus haut responsable des Nations Unies dans son camp mettait en exergue son engagement à venir soulager les cœurs des personnes meurtries. **« Cette crise nous a mis dans une situation pénible et nous ne pouvons que remercier le Secrétaire général et son équipe pour leur appui »**, a-t-il déclaré à la fin de la visite.

Avant de se rendre dans ce camp de déplacés, le Secrétaire général avait rencontré au siège de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU-CI), le staff du Système des Nations Unies.

La visite du Secrétaire général des Nations Unies en Côte d'Ivoire se situait dans le cadre de l'investiture du Président Alassane Ouattara qui a eu lieu le samedi 21 mai 11 à Yamoussoukro, la capitale politique du pays.

Marie-Mactar Niang

INVESTITURE DU PRESIDENT OUATTARA A YAMOOUSSOUKRO : L'ONUCI mobilisée pour la cérémonie



Photo de famille à l'issue de l'investiture du Président Ouattara © UN/ONUCI

Le président élu de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, a été officiellement investi le 21 mai à Yamoussoukro, la capitale politique du pays. Plus d'une vingtaine de Chefs d'Etats et de Gouvernements, ont pris part à la cérémonie qui, au-delà de son aspect purement protocolaire, marque symboliquement le retour du pays à une vie constitutionnelle normale, après près de neuf ans de crise politico-militaire.

Organiser un événement d'une telle envergure alors que le pays sort à peine d'une grave crise postélectorale marquée par une vague de violence sans précédent, relevait presque d'une gageure pour les nouvelles autorités ivoiriennes.

Alors qu'un nouveau gouvernement n'a pas encore été installé, les infrastructures de la capitale politique inexistantes ou détruites, l'accueil d'un grand nombre d'hôtes de marque constituait un véritable casse-tête chinois pour ceux qui avaient désormais en charge les destinées de la Côte d'Ivoire.

La volonté des nouvelles autorités et l'assistance des partenaires habituels, aux premiers rangs desquels

l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), ont permis de faire face aux innombrables difficultés.

Le premier défi auquel il a fallu faire face était, sans contexte, d'ordre sécuritaire. Le pays n'étant pas encore totalement pacifié, les casques bleus ont participé à la sécurité de l'aéroport et des principaux axes de Yamoussoukro. De même, ils ont également assuré la dépollution de la Fondation Houphouët Boigny où s'est déroulée la cérémonie d'investiture et de sa garde.

Ce soutien multiforme au gouvernement ivoirien, a estimé Hamadou Touré, le porte-parole de la Mission, avait pour but de faciliter le déroulement de cet événement dans les meilleures conditions.

Outre leur présence à Yamoussoukro, les Forces onusiennes ont effectué 689 patrouilles terrestres et aériennes sur le reste du territoire, et ont mené des patrouilles mixtes avec leurs homologues des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI).

Les avions de la mission onusienne ont aussi assuré le transport de plusieurs membres de délégations

d'Abidjan à Yamoussoukro.

Ce n'est pas tout. L'ONUCI a aussi mobilisé des ressources humaines, matérielles et logistiques pour la réussite de la manifestation. Sur le plan humanitaire, les casques bleus de la Mission ont apporté des soins médicaux gratuits à 728 patients et distribué 103 000 litres d'eau potable.

« L'ONU s'est donnée les moyens de rétablir la démocratie et de contribuer à l'établissement d'une paix durable. », a estimé le président ivoirien au lendemain de son investiture.

L'ONU, pourrait-on ajouter, mandataire de l'ONUCI, a surtout montré qu'elle se tenait toujours aux côtés des populations ivoiriennes. Ainsi, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, à la tête d'une forte délégation comprenant notamment le Chef du Département des Opérations de Maintien de la Paix, Alain Le Roy, a pris part à la cérémonie d'investiture, à côté des Chefs d'Etat et de Gouvernement, venus eux-aussi, exprimer leur solidarité au peuple ivoirien.

Malick Faye

DEPOLLUTION DU TERRITOIRE IVOIRIEN D'ENGINS EXPLOSIFS : l'ONUCI à la tâche

Pour soutenir et contribuer au retour à une vie normale en Côte d'Ivoire, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a entrepris depuis le jeudi 21 avril 2011, la dépollution des engins explosifs sur toute l'étendue du territoire ivoirien.

Trois équipes de déminages sont à pied d'œuvre, à cet effet, pour dépolluer les rues et les infrastructures des résidus des munitions, bombes et mines disséminés. La première équipe comprend les militaires du BANENGR (Le Bataillon de génie bangladais). Elle est dirigée par le Major Miraz. Les deux dernières sont formées de spécialistes de déminage des entreprises suédoise et anglaise MSB et Halo Trust. Elles sont supervisées par Imad Abdul Baki des Services Anti mines des Nations Unies (UNMAS).

Pour rendre efficace leurs actions, les différentes équipes travaillent, dans un premier temps, à Abidjan et au sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Les spécialistes suédois de déminage et les militaires du BANENGR sont à Abidjan tandis que le Halo Trust est dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire.

A côté de ces trois équipes qui travaillent sous le couvert de l'ONUCI, la force Licorne, UNICEF et la gendarmerie Nationale sont engagées dans cette opération. Selon le Lieutenant-Colonel Chakib RAIS du bureau militaire de l'Information Publique, une parfaite coordination existe entre ces différentes équipes.

Cette opération, aux dires du colonel Rais, connaît un franc succès auprès de la population. **« À ce jour, l'équipe militaire a reçu soixante demandes de dépollution. Nous en avons traité quarante-cinq. Nous sommes à pied d'œuvre pour finir le reste »** a-t-il indiqué.

L'Opération se poursuit tous les jours sauf les samedis et dimanches. C'est ainsi que le mercredi 1er juin 2011, une des équipes de déminage s'est rendue à Yopougon où elle compte



La recherche des engins explosifs © UN/ONUCI



...mission périlleuse © UN/ONUCI

sur la population pour mener à bien la dépollution des engins non explosés.

Il faut noter que pour permettre aux populations de participer à cette opération, l'ONUCI a mis à leur disposition des numéros d'appel pour informer les équipes de la présence d'engins suspects ou dangereux. Elle leur a conseillé de ne pas toucher aux objets qu'elles trouvent suspects, de marquer leurs emplacements et de promptement avertir les spécialistes

de déminage. Même si pour l'instant, personne ne peut prédire la durée de leur intervention sur le terrain, les spécialistes de déminage pensent que cette opération permettra aux populations de vaguer à leurs occupations sans aucun risque d'être victimes d'engins non explosés.

Pour l'ONUCI, la dépollution marque le début d'un retour à une vie normale.

DUEKOUÉ :

Les populations reconnaissantes au contingent marocain de l'ONUCI

Les populations de Duékoué, ville de l'ouest de la Côte d'Ivoire, qui a été le théâtre de violents affrontements entre militants de différentes obédiences politiques lors de la crise postélectorale, se font désormais une tout autre image de l'Opérations des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) en général, et en particulier, de son contingent marocain basé dans la ville.

Contrairement aux informations erronées qui leur ont été fournies sur la mission onusienne, elles disent qu'elles ont pu elles-mêmes mesurer, durant cette crise, le rôle décisif et l'appui du contingent marocain en ce qui concerne la sécurisation des civils, mais aussi en termes d'assistance humanitaire.

Depuis lors, les témoignages de reconnaissance et de remerciements fusent de toutes parts. Ainsi, dans une correspondance adressée le 18 avril 2011 au Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y.J. Choi, le père Cyprien, curé de la mission catholique de Duékoué, qui sert de refuge à des milliers de populations déplacées n'y est pas allé par quatre chemins pour traduire sa reconnaissance aux soldats marocains. **« Le commandant Metboul Mohamed et ses hommes ont parcouru brousses et campements à la recherche de femmes et d'enfants égarés ou en difficultés. Ils sont à nos côtés 24h sur 24. Une présence qui se fait sentir dans les travaux du génie militaire en vue d'améliorer le bien être des déplacés »**, a-t-il soutenu.

Sur le terrain, l'appui du contingent marocain au bénéfice des populations est appréciable à plusieurs niveaux. Sur le plan de la sécurité, selon le colonel-major, Mahfoud Zeidane, commandant du MORBATT à Duékoué, le camp des Casques bleus a accueilli et protégé au plus fort de la crise, plus de 1000 personnes. Plus de 6000 personnes cachées dans les brousses



Le MORBATT distribuant de l'eau aux déplacés © UN/ONUCI

ont été escortées vers la mission catholique. Les hommes du commandant Zeidane ont aussi pu sauver la vie de certaines personnes soupçonnées d'être des miliciens par les FRCI.

Au plan humanitaire, à en croire le commandant du MORBATT, la mission catholique, qui a accueilli les déplacées internes, a été approvisionnée au plus fort des combats - et continue de l'être aujourd'hui - en eau potable, à raison de 24 tonnes par jour. De plus, des soins médicaux ont été prodigués, de jour comme de nuit par le personnel soignant du MORBATT à plus de 175 blessés durant la crise.

En outre, cette force procède à l'évacuation quasi-spontanée des personnes décédées à la mission catholique depuis le 3 avril 2011.

Et ce n'est pas tout. Ce contingent fournit des repas chauds, à raison de 10 par jour, aux femmes en couches et 205 nouveaux nés ont pu être enregistrés depuis le déclenchement de la crise.

Dans la ville, la population se reconnaît désormais en l'ONUCI. Cela se perçoit à travers des salutations en

levant la main lorsqu'elle aperçoit un véhicule frappé du sigle UN ou par un garde-à-vous militaire.

Noëlle Sahi, commerçante, a désormais une toute une autre image de l'ONUCI : **« Des gens nous ont fait savoir ici que l'ONUCI est venue pour nous livrer aux rebelles. Aujourd'hui, ce sont eux qui nous protègent. Leur simple présence me rassure et je ne peux que leur dire merci pour tout ce qu'ils font pour nous. »** Frédéric Tousse, enseignant et originaire de la région est du même avis. **« L'ONUCI à qui, hier, nous avons créé toutes sortes de difficultés, assure aujourd'hui notre sécurité et abat avec certaines ONG un travail remarquable au plan humanitaire. »**

Sensibles à toutes ces marques de reconnaissance, le commandant Zeidane et ses hommes se disent déterminés dans la limite de leurs moyens à continuer de se mettre au service des populations en vue de leurs assurer un mieux-être. **« Cette crise va passer et les Ivoiriens, je l'espère, vont se remettre ensemble pour reconstruire leur beau pays »**, a-t-il confié.

Anicet Bekrou

La police de l'ONU appuie la reprise des activités des forces de sécurité ivoiriennes

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) veut éviter le vide sécuritaire en Côte d'Ivoire. A cette fin elle a déployé depuis la fin de la crise post électorale, sa police à travers la ville d'Abidjan.

Les patrouilles de la force spéciale de la Police de l'ONU, Force spéciale (UNPOL/FPU) se sont multipliées et se poursuivent dans tous les districts de la capitale économique du pays, ces dernières semaines. Par ailleurs, avant la reprise définitive et totale de la police nationale, la police onusienne s'était déployée en divers endroits d'Abidjan.

Ainsi l'UNPOL et la FPU sont présentes dans les services de sécurité comme la Compagnie Républicaine de sécurité (CRS), l'Ecole Nationale de Police, la Préfecture de Police, la Direction Générale de la Police Nationale et le Ministère de l'Intérieur.

La police onusienne participe au Centre des Opérations du Ministère de l'Intérieur chargé de centraliser les Informations et de gérer les Interventions pour la Police et la Gendarmerie (PC-MINOS). Elle contribue dans ce cadre, aux patrouilles mixtes avec la Licorne, la Force Républicaine de Côte d'Ivoire, la police Nationale et la Gendarmerie.

Outre ces patrouilles mixtes, la police



Des Casques bleus de l'ONUCI avec des éléments FRCI © UN/ONUCI

onusienne dans le cadre du mandat de la mission a amplifié ses patrouilles habituelles. L'objectif est de créer un environnement propice à la relance des activités de la police et de la gendarmerie nationales et des activités économiques.

La police onusienne à travers plusieurs séances de sensibilisation incite les policiers à reprendre le travail. Elle sert surtout d'intermédiaire entre les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire et les agents de la police Nationale. Elle les encourage à s'entendre et à se donner la main pour un mieux être des

populations.

La présence de la police onusienne se veut rassurante pour un retour rapide à la vie normale. Elle permet de substituer petit à petit la présence militaire à la présence plus effective de la police nationale chargée du maintien de l'ordre et de l'application de la loi dans la cité.

Il ne s'agit pas selon les autorités de la police onusienne de prendre la place des forces ivoiriennes, mais de les appuyer, de la aider à assurer la sécurité des populations et à rassurer les opérateurs économiques pour une reprise

FORMATION - ONUCI

L'ONUCI forme les FRCI basées à Tiéme aux droits des enfants

La Section de la Protection de l'Enfance de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), a organisé le 18 mai 2011, une séance de formation destinée à instruire les agents des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) de la Sous-préfecture de Tiéme, située à 897 km au nord-ouest d'Abidjan, dans le département d'Odienné, sur les droits des enfants.

Cette formation, assurée par Paul Zokou de la section de la protection de l'enfance d'Odienné, a été suivie avec grand intérêt par les FRCI basés dans cette localité. S'appuyant sur des exemples simples, M. Zokou a expli-

qué aux participations les sujets relatifs au travail des enfants, à la traite des enfants et aux abus sexuels sur les mineurs. Il a par ailleurs, insisté sur l'éducation et l'utilisation des enfants pendant les conflits armés. « **Les enfants sont des êtres vulnérables, c'est pourquoi il faut prendre soin d'eux** », a-t-il conseillé.

Saisissant cette opportunité, Malan Aka, du Bureau de l'Information publique, a présenté le mandat de sa Division et celui de la mission aux éléments des FRCI. Il les a ensuite exhortés à s'inscrire dans le processus de réconciliation et de pardon post-crise afin d'être plus proches des popula-

tions et d'accepter de travailler avec leurs frères d'armes.

Au terme de cette formation, le commandant de brigade, Bazoumana Dao, a au nom des participants, remercié l'ONUCI pour cette initiative qui, selon lui, permettra à ses éléments de mieux assurer la sécurité des populations et surtout celle des enfants. « **Nous sommes fatigués de la guerre, nous voulons la paix** », a-t-il confié pour exprimer la totale mobilisation des éléments FRCI et l'adhésion totale à l'idée d'une réconciliation vraie pour l'instauration d'une paix durable en Côte d'Ivoire.

Les violences postélectorales ont fait plus de 1000 victimes dans l'ouest ivoirien, indique un rapport de l'ONUCI

Au moins 1.012 personnes, parmi lesquelles 103 femmes et 42 enfants, ont été tuées dans les deux régions du Moyen Cavally et des « **Dix-huit Montagnes** », a annoncé le 26 mai à Abidjan, le Chef par intérim de la Division des Droits de l'Homme de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), Guillaume Ngefa.

M. Ngefa, qui présentait les conclusions du rapport de l'ONUCI sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire perpétrées dans l'ouest de la Côte d'Ivoire

dans le cadre de la crise postélectorale après une enquête conduite par une équipe de 23 experts, a précisé qu'au moins 505 personnes sur les 1012 avaient été tuées à Duékoué.

Le rapport, qui va de décembre 2010 à avril 2011, en situant les responsabilités, indique que ces violations avaient été commises à la suite d'incidents liés aux violences intercommunautaires et aux affrontements entre FDS/miliciens et mercenaires et FRCI/DOZO combattants. Il cite également les jeunes patriotes, les groupes d'autodéfense. **« Certains civils ont aussi commis**

des actes de pillage et de représailles », a ajouté M. Ngefa.

S'agissant des actions de l'ONUCI, le chargé de la division des Droits de l'Homme a mis en exergue la stratégie de protection de la population civile à Duékoué et à Guiglo, développée par la mission en dépit de l'hostilité et de restrictions de mouvements imposées à son personnel civil et militaire par les combattants des deux camps.

« A la demande des Eglises Catholique et Protestante, l'ONUCI (grâce au bataillon marocain présent à Duékoué), a pu assurer la protection des Eglises Catholique et Protestante, traditionnellement reconnues comme des lieux de refuge des personnes déplacées internes dans ces deux localités lors des cycles de violence et d'affrontements armés qu'a connus cette partie du territoire depuis 2002 », a-t-il indiqué. Il a affirmé que cette stratégie avait permis de sauver des milliers de vies.

Dans le même ordre, M. Ngefa a cité les visites sur le terrain d'importantes délégations, notamment le Représentant spécial du Secrétaire général, le Coordonateur Humanitaire, la Secrétaire générale Adjointe chargée des affaires humanitaires, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux droits de l'homme ainsi que le Secrétaire général Adjoint des Nations Unies en charge des opérations de maintien de la paix. **« Ces visites dans la ville avaient pour but de se rendre compte des dispositions prises par l'ONUCI pour assurer la protection de la population civile »**, a-t-il expliqué.

Sur le plan militaire, M. Ngefa a également cité les initiatives prises par le bataillon marocain pour faire revenir plus de 6000 personnes qui s'étaient enfuies dans la forêt en plus de l'accueil au sein de son camp militaire de plus de 200 fugitifs.



Des Casques bleus sécurisant un camp de déplacés à Duékoué © UN/ONUCI



Les camps de déplacés compte de nombreux malades © UN/ONUCI

Juliette Mandan Amantchi

Koun-Fao et Tanda marchent pour la paix

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), en collaboration avec le bureau régional du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les autorités administratives et la société civile de Tanda et de Koun-Fao, a organisé le 6 mai 2011, une caravane pour promouvoir la paix dans la région du Zanzan.

Partie de Bondoukou tôt le matin, cette marche dénommée « **Caravane de la paix et de la réconciliation** », a touché les populations de plus d'une vingtaine de villages pour leur transmettre des messages diffusés dans les différentes langues de la région par les animateurs des différentes ONG et radios locales de la région.

« **Mon frère, ma sœur, tends la main à ton frère, à ta sœur, au nom de la paix** », « Quel que soit ce que tu as subi au cours de cette période, fais de la tolérance et du pardon ton mode de vie », ou « Nous n'avons pas le droit de laisser la division s'installer dans nos villages et dans nos communautés » sont quelques uns des nombreux messages que l'on pouvait entendre.

A Koun-Fao, première escale de la caravane, les autorités administratives et coutumières, avec à leur tête le Sous-préfet Okani Kouadio Amiépo, ont accueilli la caravane dans une ambiance solennelle ponctuée par une cérémonie de libation faite par Nanan Kouakou Kouagni, le chef de village, et des prières des autorités religieuses chrétiennes et musulmanes pour bénir la journée.

S'exprimant à cette occasion, le maire de Koun-Fao, François Kpoulalé, a indiqué que cette caravane était la bienvenue après la crise que la Côte d'Ivoire vient de traverser. Il a ensuite exprimé sa reconnaissance à l'ONUCI. « **Le seigneur a voulu que votre mission aboutisse et que la Côte d'Ivoire recommence à vivre en paix, grâce à vous** », a-t-il ajouté. S'adressant à la population, il lui a demandé d'être tolérante, d'avoir la culture de la paix car selon lui, la paix et la réconciliation sont essentielles pour le développement de la région.



Caravane pour la paix à Tanda © UN/ONUCI



Accueil des officiels à Koun-Fao © UN/ONUCI

Pour Colette Alla, coordinatrice nationale du PNUD à Bondoukou qui s'exprimait au nom de la délégation du Système des Nations Unies (SNU), l'ONU, à travers cette caravane voudrait encourager les populations à vivre en paix, à la réconciliation et à la cohésion sociale. « **Nous voulons participer avec vous au retour de la paix et de la stabilité et vous aider dans votre quête pour le développement et pour le retour des enfants à l'école** », a-t-elle lancé aux populations.

Après avoir sillonné toutes les rues de Koun-Fao et fait un arrêt au Lycée Moderne de la ville et au marché, la ca-

ravane, ovationnée par une foule immense, s'est rendue en fin de matinée à Tanda où l'attendait une délégation préfectorale dirigée par le Secrétaire général de préfecture. Andjou Koua a, au nom du préfet de la ville, apporté son soutien à la manifestation. La délégation s'est ensuite rendue à la mairie de la ville, d'où la caravane est repartie, accompagnée des représentants de la société civile, pour faire le tour de la ville, avant de marquer une escale à la place du marché afin de sensibiliser les populations de Tanda à la paix et à la réconciliation avec des messages diffusées en Abron, Koulango, Malinké et Français.

Désiré